

Lutte de classe

Le PT et son ombre

Je vous propose ici la critique de la déclaration du bureau national du PT du 11 juin 2007, suivie de notes brèves sur le rapport de Gluckstein au comité directeur du PT du 26 avril dernier.

Chacun sait que la direction du PT et particulièrement Gluckstein ont la fâcheuse tendance de poser les questions et de faire les réponses à la place des travailleurs et jeunes (pas seulement), la déclaration du bureau nationale du 11 juin en fait une nouvelle fois la démonstration comme nous allons le voir.

Pour justifier leur ligne politique totalement déconnectée des préoccupations des travailleurs, ils n'hésitent pas cette fois à les instrumentaliser pour leur faire dire que tous leurs maux viendraient de l'Union européenne.

« Quelle est la signification de l'abstentionnisme massif des travailleurs et de la jeunesse ? Cinq semaines après l'élection présidentielle, travailleurs et jeunes ont dit : « Assez de mensonges, assez de tromperies. Nous ne voulons pas des mesures destructrices de la démocratie annoncées par le nouveau gouvernement. Nous ne voulons pas de ces mesures, qui remettent en cause la Sécurité sociale, les retraites, le droit de grève et toutes les conquêtes ouvrières, dictées par l'Union européenne. » »

Non seulement les travailleurs se moquent pas mal de l'Union européenne qu'ils identifient le plus souvent avec l'Europe qui personnifie pour eux la paix et la liberté de circuler librement d'un pays à un autre, à tort pour ce qui est du premier argument, nous sommes bien d'accord, mais de là à leur faire dire qu'ils auraient conscience que les contre-réformes seraient « dictées » par l'UE, c'est une supercherie, un mensonge pur et simple.

Avez-vous remarqué comment dans la dernière phrase ils ont interprété frauduleusement l'état d'esprit des travailleurs pour leur faire dire qu'ils adhéraient à la ligne politique du PT ? Je la reproduis une seconde fois pour que l'on comprenne bien le mécanisme mis en oeuvre : *« Nous ne voulons pas de ces mesures, qui remettent en cause la Sécurité sociale, les retraites, le droit de grève et toutes les conquêtes ouvrières, dictées par l'Union européenne. » »*

Ils ont amalgamé le rejet par les travailleurs de la remise en cause de la Sécurité sociale, les retraites, etc., à celui de l'Union européenne, qu'ils ont inventé eux-mêmes pour l'occasion.

Nous sommes donc en présence d'un argument fabriqué de toutes pièces qui confirme si besoin était que les dirigeants du PT sont totalement incapables de justifier autrement leur ligne politique qui consiste à ne surtout pas engager le combat contre les institutions de la Ve République.

Nous allons voir maintenant comment insidieusement le PT vient au secours du PS et du PCF en décomposition et des institutions de la Ve République

Ils citent Devedjian de l'UMP : *« L'opposition gauche-droite comme avant n'est plus possible »*.

Ils citent ensuite Ayrault du PS qui *« a évoqué un « contre-pouvoir » à l'Assemblée nationale, précisant : « Nous voulons être la gauche de proposition. » »*

Pour en arriver à la question : *« La démocratie consisterait-elle à constituer des « grandes coalitions » ? »*

« Est-ce cela, l'objectif de ces déclarations sur une grande coalition, un rapprochement majorité-opposition, voire, comme l'a proposé le dirigeant ex-Vert passé au Modem Benhamias, une coalition à l'italienne, c'est-à-dire allant de l'équivalent de la gauche de l'UMP jusqu'à Besancenot ? »

Si l'on sait lire, on constate que le PT défend le principe de la démocratie, pas n'importe laquelle évidemment, la démocratie bourgeoise que ses institutions incarnent, il faut le souligner pour comprendre de quoi il s'agit ici, et au sein desquelles les partis du mouvement ouvrier se sont fondus au fil du temps jusqu'à devenir eux-mêmes des piliers de l'ordre établi.

Or si l'on veut renverser l'ordre établi, si c'est véritablement notre objectif, on ne peut que se réjouir de l'affaiblissement des partis traîtres du mouvement ouvrier qui constituent les derniers remparts du régime en place et qui d'une certaine manière constituent des obstacles à la construction d'un parti révolutionnaire.

Et que fait ici le PT, frauduleusement encore une fois, je suis désolé de le dire, au nom de la défense de la démocratie, il voudrait nous faire croire que le rapprochement « droite gauche » la remettrait en cause, sous-entendant que l'existence d'une coalition regroupant les partis soi-disant représentant les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie serait mortelle pour le mouvement ouvrier tout entier, autrement dit, à partir du moment où cette coalition existerait, il ne serait plus possible au prolétariat de s'organiser pour combattre la bourgeoisie.

Cela ne signifie-t-il pas clairement que l'existence d'un parti ouvrier indépendant serait suspendue à l'existence même de ces partis pourris ? Et les dirigeants du PT osent se proclamer indépendant de ces partis, de l'idéologie réformiste qui les anime pour être plus précis ?

Je pense qu'il faut au contraire encourager tous les partis à rejoindre au grand jour leur famille naturelle, celle du capitalisme, cela permettra au moins de clarifier les choses et de permettre aux travailleurs et jeunes d'y voir plus clair dans le rôle que jouent les uns et les autres, et de mettre un terme à la confusion qui règne au sein du mouvement ouvrier, afin que les éléments les plus avancés du prolétariat se tournent vers le parti révolutionnaire en construction. En résumé, le PT voudrait que le PS et le PCF continuent à exister, alors que nous, nous souhaitons qu'ils disparaissent ou qu'ils aient le poids d'emprise possible sur le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Deux logiques incompatibles, deux stratégies incompatibles poursuivant deux objectifs incompatibles : tandis que la survie de ces partis est synonyme de survie du capitalisme, à l'opposé, leur décomposition ou leur mort s'inscrit dans la perspective du regroupement de l'avant-garde du prolétariat pour avancer vers la prise du pouvoir et le socialisme.

Quant à l'attaque contre Besancenot, elle est misérable dans la mesure où la LCR et le PT sont gangrenés par la même idéologie réformiste et poursuivent le même objectif, seule leur tactique les différencie aujourd'hui, il n'y a pas lieu de s'y arrêter plus longtemps ici.

On retrouve un peu plus loin dans cette déclaration le même procédé par rapport aux syndicats.

Ils ont écrit : « *Comment comprendre ? Le gouvernement fixerait la « feuille de route » pour l'activité des organisations syndicales ?* »

On pourrait faire la même remarque pour les syndicats que pour le PS et le PCF.

Sur le contenu.

Ces partis, à travers le soutien sans faille qu'ils ont apporté au gouvernement et au Medef pendant des décennies, n'ont-ils pas agi d'une manière similaire à celles qu'ils auraient eu s'ils avaient été intégrés dans une « *grande coalition* » ?

Les dirigeants syndicaux, qu'il faut bien nommer, ce que ne fait pas le PT et pour cause, n'ont-ils pas toujours suivi la « *feuille de route* » du Medef et des gouvernements qui se sont succédés depuis des lustres, par exemple en refusant catégoriquement d'appeler à la grève générale lorsque la situation était mûre pour qu'elle se réalise ?

Sur la forme et la méthode.

Les représentants du PS et du PCF ont toujours participé à une multitude d'organismes aux côtés de représentants de l'UMP et de l'ex-UDF sans qu'on entende les dirigeants du PT dénoncer cette

pratique de collaboration de classes, sans qu'ils les appellent à rompre avec cette pratique, les dirigeants du PT ne ménageant pourtant pas leurs incantations dans leur direction, mais bizarrement pas dans ce cas précis.

De la même manière, les dirigeants et permanents syndicaux participent depuis le début des années 50 à une multitude d'organismes de collaboration de classes aux côtés du Medef et des représentants des différents gouvernements (sans parler de la CES, de l'OIT, de la CIS, etc.) sans que cela m'émeuvent davantage les dirigeants du PT, et pour cause, certains d'entre eux y participent ou y ont participé eux-mêmes, sans par conséquent qu'ils les appellent à rompre avec cette pratique honteuse pour des soi-disant représentants du prolétariat.

En conclusion, que l'on prenne la question qui était soulevée ici par n'importe quel bout, par son contenu ou sa par forme, on se rend compte que les dirigeants des syndicats et des partis se réclamant de la classe ouvrière ont toujours suivi la "feuille de route" que leur dictaient les représentants du capitalisme.

Pour en revenir aux termes employés dans la déclaration du PT « *Comment comprendre ?* », on comprend parfaitement de notre côté qu'il s'agit d'une manœuvre servant uniquement à couvrir les appareils avec lesquels les syndicats se confondraient, j'ai d'ailleurs relevé dans un paragraphe précédent que le PT s'était livré à cet amalgame, en faisant finalement comme si la soumission des appareils pourris des syndicats au Medef et aux intérêts du capital plus largement était une nouveauté, entendez par là que jusqu'à présent les appareils réformistes et staliniens n'avaient sans doute pas grand chose à se reprocher, et que pour un peu, il ne serait pour rien à ce qui arrive aujourd'hui, ne seraient-ils pas les garants de l'indépendance des syndicats, ce que laisse entendre très clairement le PT (lire ou relire dans le site, le document effarant de Roger Sandri et ma critique).

La suite de cette déclaration confirme que PT soutient les appareils des syndicats.

« *Et l'International Herald Tribune d'espérer : « Plus large sera la majorité parlementaire, plus étroite sera la légitimité des syndicats dans leur tentative de paralyser le pays avec des grèves et des démonstrations. »* », et le PT d'en conclure « *Au moment où les pires menaces pèsent sur le droit de grève avec la proposition de loi-cadre sur les services minimums, au moment de l'annonce de la mise en place de franchises remettant en cause le droit aux soins et ébranlant toute la structure de la Sécurité sociale, il faut essayer, par l'intégration des organisations syndicales, de faire obstacle à l'organisation légitime par les travailleurs et leurs organisations de l'action unie pour la défense de leurs conditions de travail, de vie, d'existence.* »

Plusieurs remarques s'imposent.

La première, c'est que les dirigeants du PT démontrent qu'ils sont manifestement devenus incapables d'analyser la situation sociale et politique telle qu'elle est en partant des faits, de la réalité objective dramatique dans laquelle se trouvent plongée des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles, en se rabattant sur une analyse produite par un journal bourgeois qui interprète les rapports entre les classes non pas en fonction de ce qu'ils sont réellement au lendemain des élections présidentielles et du premier tour des législatives, mais en confondant les conditions politiques qui seraient nécessaires pour que Sarkozy puisse réaliser son programme et qu'a exprimé à sa manière le rédacteur de *l'International Herald Tribune*, disons en forme de souhait, et que le PT a pris à la lettre comme s'il s'agissait de la réalité.

Souvenez-vous qu'après le référendum du 29 mai 2005 et la victoire du non, le PT avait été le seul parti à ne pas reconnaître qu'il s'agissait d'une défaite majeure du gouvernement Chirac-Raffarin (ils osent encore le répéter dans cette déclaration du 11 juin 2007), et bien demain, le PT sera sans doute le seul parti à ne pas reconnaître l'illégitimité de Sarkozy, son gouvernement et leur parlement, du point de vue des intérêts du prolétariat évidemment, puisque nous nous déterminons politiquement par rapport à lui et non par rapport aux intérêts de la bourgeoisie ou ceux de « *l'intérêt général* » ou encore « *de la nation* » ou de « *la France* » chères au cœur de Schivardi.

La seconde remarque concerne la légitimité des syndicats. Des syndicats ou des dirigeants syndicaux qui bradent en permanence l'indépendance des syndicats, qui les détournent de leur mission et qui trahissent quotidiennement le prolétariat, de qui parlent le PT?

Le meilleur moyen de défendre la légitimité des syndicats tout comme leur indépendance, ne commande-t-il pas par rompre immédiatement avec leurs appareils ? Ne nécessite-t-il pas d'engager le combat pour que les dirigeants syndicaux rompent sans délais leurs relations avec Sarkozy-Fillon et le Medef ?

La troisième remarque s'inscrit dans une perspective que peu de militants ne veulent entrevoir. Quelle sera la limite quantitative et qualitative supportable de la gangrène des syndicats au-delà de laquelle la construction de nouveaux syndicats ouvriers s'imposera comme une nécessité ? On ne peut pas parler indéfiniment de la légitimité des syndicats pourris par le réformisme en occultant en permanence leur rôle et leur responsabilité dans la survie du capitalisme.

Or quel est notre rôle et notre objectif en tant que militant révolutionnaire ? Intervenir dans la lutte des classes à tous les niveaux, donc y compris au niveau syndical lorsque cela est possible, pour favoriser la prise de conscience du prolétariat d'en finir avec le capitalisme, cet objectif figurant dans la Charte d'Amiens de 1906 dont la CGT et FO se réclament, je le rappelle, et construire le parti pour prendre le pouvoir. Par conséquent, cet objectif de l'abolition du capitalisme abordé sous deux angles différents devrait être commun au militant syndical et au militant politique. Aujourd'hui, on est bien obligé de constater que les dirigeants syndicaux, la totalité des permanents des syndicats et la très grande majorité de leurs cadres intermédiaires qui contrôlent les syndicats et définissent leur politique, ont abandonné cet objectif - s'ils l'ont eu un jour, pour se contenter d'assurer la survie du capitalisme, ce qui se traduit par un syndicalisme réformiste bourgeois et réactionnaire aboutissant à la remise en cause de tous nos droits économiques, sociaux et démocratiques.

La question que je pose ici : jusqu'où devront-ils aller avant qu'on leur retire la légitimité dont ils se parent abusivement avec la complicité de la bourgeoisie en faisant référence à leurs origines qu'ils ont reniées depuis des lustres ? Jusqu'à quand cette funeste mascarade devra-t-elle durer ? Si l'on ne pose pas ces questions clairement au moment où la bourgeoisie pose directement la question de la légitimité des syndicats pour des raisons inverses des nôtres, cela revient à lui laisser le soin de définir ce qu'elle entend par légitimité en parlant des syndicats, conformément à l'idée que les bureaucrates syndicaux s'en font eux-mêmes, en totale contradiction avec celle que les travailleurs s'en font.

En conclusion, il arrivera bien un moment où la conception du syndicalisme exprimée par la bourgeoisie coïncidera avec celle des appareils, et toute référence à la légitimité des syndicats consistera à reconnaître la légitimité du capitalisme, puisque c'est lui qui finalement constituera la base du syndicalisme et non les intérêts de classe du prolétariat basés sur la division de la société en classes sociales aux intérêts irrémédiablement contradictoires.

Sans en arriver à la conclusion qu'il faut construire dès aujourd'hui de nouveaux syndicats ouvriers, bien qu'il ne soit pas interdit de se poser cette question, les dirigeants du PT brandissent l'épouvantail de l'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat (pour masquer et justifier leur adaptation aux appareils), alors que dans la pratique la situation et les conséquences depuis l'après-guerre ont abouti aux mêmes résultats : assurer la survie du capitalisme.

Évoquant l'abstention au premier tour des législatives, ils ont écrit « *Mais, d'une manière ou d'une autre, ce rejet, réaffirmé par les travailleurs et les jeunes, des politiques dictées par l'Union européenne cherche et cherchera à s'exprimer.* ». N'y chercher pas un rejet tout court de Sarkozy, du gouvernement, des institutions, pas un mot, tout sauf la remise en cause de l'État bourgeois que le PT épargne comme il peut en tant que parti réformiste. Qu'un tel « oubli » puisse se produire dans un document banal, on le conçoit très bien, mais vous avouerez qu'une telle « lacune » dans une déclaration aussi importante du bureau national du PT ne peut pas être le produit d'une étourderie ou du hasard, son contenu à valeur ou exprime la position politique officielle de ce parti.

Et tout cela pour quoi « *réfléchir aux moyens de construire ensemble les bases d'une représentation politique indépendante, pour aider la classe ouvrière à combattre pour ses propres intérêts.* », et encore « *pour explorer la possibilité de constituer un large parti ouvrier indépendant intégrant toutes les composantes du mouvement ouvrier, sur la ligne de l'indépendance de classe et de la rupture avec l'Union européenne, condition de la reconquête de la démocratie.* »

Que d'à peu près, d'hésitations et de contradictions ; « *réfléchir* » : il paraît que c'est nécessaire et même recommandé parfois, mais attention : c'est épuisant ; « *explorer* »... à la recherche du temps perdu que l'on ne rattrape plus ou de raccourcis pour construire un parti dont je soupçonne les dirigeants du PT comme ceux de la LCR et de LO, de n'en avoir jamais eu l'intention. Quel parti ?

Finissons sur une note légère pour se détendre, on l'a bien mérité.

Pourquoi parlent-ils toujours « *d'indépendance* » ? On les croirait entourés de barbelés et de miradors, de micros et d'espions cachés sous les tables, en proie à un sentiment de castration insupportable aurait dit Freud, cela doit être terrible de vivre un tel délire de persécution, de se sentir en permanence menacé par un mal invisible et pervers qui vous ronge...

Indépendance par rapport à quoi, par rapport à qui ? Au réformisme dont décidément ils ne parviennent plus à se départir et qui leur colle à la peau au point de devenir un peu trop visible ? Jugez plutôt, ils envisagent de construire un parti « *indépendant* » qui intégrerait « *toutes les composantes du mouvement ouvrier* » dont on sait pertinemment qu'elles sont toutes gangrenées par le réformisme. Et le pire c'est que n'est même pas un canular !

Après tout, si ce genre de parti réformiste convient aux dirigeants du PT, c'est sans doute parce qu'ils n'ont pas d'autre solution et objectif pour assurer leur propre survie.

Un bref supplément.

Je n'ai pas eu le temps de faire la critique des derniers documents du PT, je vous livre quelques notes prises rapidement qui ont un lien avec le sujet qui vient d'être abordé.

Dans le rapport qu'il avait lu lors du comité directeur du PT du 21 avril 2007 (paru dans le n° 793 d'*Informations ouvrières*, Gluckstein avait dit à propos du parti qu'il envisage de construire, en réalité le PT bis : « *je ne sais pas si l'on va y arriver* », ainsi vous ne pourrez pas dire que vous le saviez pas, vous avez été prévenus : n'attendez rien, n'espérer rien, comme détermination, on pouvait guère faire pire !

Qui rejoindra ce parti, ne vous marrez pas « *des réformistes authentiques* », des militants « *proches du PS et du PCF* » les « *authentiques* » ne cherchez pas, ils seraient au PS et aux PCF ! Comme le réformisme n'a plus d'avenir depuis belle lurette, on s'en fout complètement !

« *Nous cherchons à faire autre chose. Jusqu'où serons-nous capables d'aller ? Je ne sais pas.* », mais que sait-il alors au juste ? Il s'agirait d'une « *ambition* », sérieusement, peut-on construire un parti sur une « *ambition* » ? A moins qu'il ne parle de son ambition personnelle, pour le coup, on peut lui faire confiance les yeux fermés. Je n'invente rien, ces extraits proviennent des pages 7 et 8. A sa place, avant d'aller trop loin, j'arrêteraient tout dès maintenant.

A le lire, on a l'impression que la discussion sur la construction du parti ouvrier commence aujourd'hui ! Jugez plutôt : « *peut-on commencer à discuter avec les militants ouvriers autour de nous* ». Non, pense-tu, on a tout notre temps, de quoi se plaint-on franchement, on peut bien attendre encore quelques décennies de plus, le temps que le capitalisme soit encore plus pourri, après on verra...

Mais il « *faut laisser les choses mûrir* », et de quelles « *choses* » s'agit-il ? et il évoque « *la crise de décomposition de tous les partis* », donc c'est sur les militants de ces partis-là qu'il faut compter, et de citer la LCR, le PCF, le PS, Bayrou et Strauss-Kahn, point de suspension. Non, non, vous ne rêvez pas docteur, c'est plus grave que prévu et j'ai bien l'impression que c'est irréversible.

Attention, à force de « *mûrir* », les meilleures choses finissent toujours par pourrir ! Quant à la décomposition, ils en connaissent un rayon à la direction du PT. Écoutez, c'était trop tentant pour ne pas le rappeler, ils feraient bien par commencer à balayer devant leur porte au PT !

Il passe ensuite « *aux organisations syndicales* » qui sont « *soumises à beaucoup de pressions* », en faisant une énième fois l'amalgame entre leurs dirigeants traîtres et les syndiqués. Voyez-vous cela les malheureux Thibault, Mailly et Cie, ils seraient les victimes innocentes et irresponsables de « *pressions* » de la part du gouvernement, ils ne l'auraient pas cherché, alors à quoi bon leur en

vouloir ou les mettre en cause, c'est poignant et pathétique à la fois, cela tourne au ridicule ou à la mauvaise farce.

Je verrai si j'ai le temps de publier la suite qui présente à mon avis moins d'intérêt.